

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1919-1920. — N° 326

LES MOBILISÉS
DANS LES USINES DE GUERRE
victimes d'accidents du travail
ET LA
LOI SUR LES PENSIONS MILITAIRES
du 31 Mars 1919

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 23 Juillet 1920

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

M. MAURICE POUSSE

né à Blois le 13 Juillet 1892



GRANDE IMPRIMERIE DE BLOIS

22, RUE DU POIDS-DU-ROI, 22

—
1920

LES
MOBILISÉS DANS LES USINES DE GUERRE
victimes d'accidents du travail
ET
LA LOI SUR LES PENSIONS MILITAIRES
du 31 Mars 1919

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1919-1920. — N° 326

LES MOBILISÉS
DANS LES USINES DE GUERRE
victimes d'accidents du travail
ET LA
LOI SUR LES PENSIONS MILITAIRES
du 31 Mars 1919



THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 23 Juillet 1920

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

M. MAURICE POUSSE

né à Blois le 13 Juillet 1892



GRANDE IMPRIMERIE DE BLOIS

22, RUE DU POIDS-DU-ROI, 22.

—
1920

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. HUGOUNENQ. DOYON.
J. LEPINE. ASSESSEUR.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. AUGAGNEUR, SOULIER, CAZENEUVE, PIERRET,
BEAUVISAGE, LACASSAGNE, MORAT, TESTUT, POLLOSSON (M.)

PROFESSEURS

Cliniques médicales	MM. TESSIER.
Cliniques chirurgicales	ROQUE.
Clinique obstétricale et Accouchements	BARD.
Clinique ophtalmologique	TIXIER.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	BERARD.
Clinique des maladies nerveuses et mentales	FABRE.
Clinique des maladies des enfants	ROLLET.
Clinique des maladies des femmes	NICOLAS.
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie	LEPINE (J.).
Chimie biologique	WEILL.
Chimie organique et Toxicologie	POLLOSSON (A.).
Matière médicale et Botanique	CLUZET.
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	HUGOUNENQ.
Anatomie	MOREL.
Anatomie générale et Histologie	MOREAU.
Physiologie	GUIART.
Pathologie interne	LATARJET.
Pathologie et Thérapeutiques générales	POICARD.
Anatomie pathologique	DOYON.
Médecine opératoire	COLLET.
Médecine expérimentale et comparée	MOURIQUAND.
Médecine légale	PAVIOT.
Hygiène	X...
Thérapeutique	ARLOING (F.).
Pharmacologie	ETIENNE MARTIN.
	COURMONT (P.).
	PIC.
	FLORENCE.

PROFESSEURS ADJOINTS

Maladies des oreilles, du nez et du larynx	MM. LANNOIS.
Pathologie externe	VALLAS.
Maladies des voies urinaires	ROCHET.
Propédeutique et gynécologie	CONDAMIN.

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Chimie minérale	MM. BARRAL,	agrégé.
Chirurgie infantile	NOVE-JOSSERAND,	—
Accouchements	COMMANDEUR,	—
Embryologie	X...	—
Anatomie topographique	PATEL,	—
Botanique	BRETIN,	—
Chirurgie expérimentale	VILLARD,	—
Clinique infantile	X...	—
Péonotologie et médecine professionnelle	X...	—

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM.
BARRAL.	LERICHE.	SAVY.	BONNAMOUR, charg
COMMANDEUR.	THEVENOT (Léon).	FROMENT.	des fonctions
NEVEU-LEMAIRE.	TAVERNIER.	THEVENOT (Lucien).	SARVONAT, id.
LAROYENNE.	CADE.	PIERY.	FAVRE, id.
VORON.	GUILLEMARD.	COTTE.	GRAVIER, id.
NOGIER.	GARIN.	DUROUX.	ROUBIER, id.
BRETIN.			

M. BAYLE, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. ETIENNE MARTIN, *Président*; PIC, *Assesseur*;
MM. NEVEU-LEMAIRE et PIERY, *Agrégés*.

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

Hommage de gratitude filiale
et de profonde reconnaissance.

A LA MÉMOIRE DE MES DEUX FRÈRES

Morts pour la France

A MES PARENTS

A MES AMIS

A Monsieur le Docteur TILLAYE

*Professeur de Pathologie externe à l'École de Médecine de Tours
Chevalier de la Légion d'honneur*

Il nous a toujours témoigné son
amitié et son intérêt.

Qu'il trouve ici l'assurance de
notre vive gratitude et de notre
profond dévouement.

A Monsieur le Docteur SONDAZ

*Médecin-Expert près les Tribunaux et au Service des Pensions
Militaires
Chevalier de la Légion d'honneur*

A MES MAÎTRES

*de l'École de Médecine de Tours
de la Faculté de Lyon
et de l'École du Service de Santé Militaire*

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

Monsieur le Professeur Étienne MARTIN
Professeur de Médecine légale

INTRODUCTION

La grande guerre de 1914 a nécessité non seulement l'organisation d'une armée de combattants mais encore celle d'une armée d'ouvriers. L'importance des combats, les méthodes nouvelles et diverses de lutte, ont exigé la confection rapide d'engins sans cesse nouveaux ainsi que la fabrication intense de munitions et de matériel de toute espèce. Il a fallu créer rapidement et transformer de nombreuses usines pour faire face à toutes les nécessités du moment, et procéder à une véritable mobilisation de travailleurs.

Il était donc logique de prendre des mesures spéciales tant pour le recrutement de ces travailleurs que pour leur indemnisation en cas de maladie ou de blessures provoquées par accidents du travail. La loi du 17 août 1915 (art. 6) a réglé leur situation militaire ; la loi du 31 mars 1919 a fixé leurs droits à réparation en cas d'infirmité.

Notre modeste étude inspirée par M. le professeur Etienne Martin, sous sa haute direction, et poursuivie avec l'aide du docteur Sondaz, médecin expert près les tribunaux, ex-médecin chef du Centre spécial de Réforme de Lyon et médecin expert au dit Centre, sera une mise au point de toutes les questions relatives à l'indemnisation actuelle des ouvriers mobili-

sés victimes d'accidents du travail. Nous nous attacherons surtout à montrer les avantages de la loi sur les pensions militaires du 31 mars 1919 à l'égard de cette catégorie de mobilisés.

Historique succinct de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et de celle du 31 mars 1919, exposé de la situation des mobilisés dans les usines et les différents services de l'arrière avant l'application de cette dernière loi ; examen des différents articles de cette loi concernant les victimes d'accidents du travail dans les usines et chemins de fer, étude comparative des dispositions des deux lois précitées au sujet des accidents du travail, et enfin observations avec discussions, tel est le plan de notre étude de laquelle nous tâcherons de déduire des conclusions pratiques.

Avant d'entrer plus avant dans l'étude de notre sujet nous tenons à remercier M. le professeur Etienne Martin qui nous a inspiré ce travail et nous a aidé de ses conseils. Nous lui sommes très reconnaissant d'avoir bien voulu nous faire l'honneur de présider notre thèse. Nous avons été aussi puissamment secondé dans notre tâche par M. le docteur Sondaz : il a bien voulu être pour nous un ami et un maître et nous servir de guide dans ce travail ; nous lui exprimons toute notre gratitude et notre reconnaissance pour la bienveillance et l'affabilité qu'il n'a cessé de nous témoigner. Nous remercions vivement M. le médecin inspecteur Simonin, directeur de l'Ecole du Service de Santé militaire, des documents qu'il a bien voulu mettre à notre disposition, ainsi que M. le docteur

Mazel, chef des travaux au laboratoire de Médecine légale.

Enfin nous remercions tous nos maîtres de la Faculté de Médecine de Lyon et de l'Ecole de Santé militaire et aussi nos maîtres de l'Ecole de Médecine de Tours dont nous ne saurions oublier l'enseignement si précis et la bienveillance si grande au cours de nos premières années d'étude.

CHAPITRE I^{er}

Historique

I. — *Loi sur les pensions militaires.*

L'histoire de notre législation sur les pensions militaires peut être divisée logiquement en trois périodes : Ancien Régime, Révolution, Époque contemporaine.

Sous l'ancien régime pas de système établi ni d'ordonnances respectées en matière de pensions militaires.

Cependant sous le règne de Louis XIV apparut l'édit fameux de 1674 qui crée « un Hostel Royal d'une grandeur et espace capable d'y recevoir et loger tous les officiers et soldats tant estropiez que vieux et caducques de nos troupes et d'y assurer un fond suffisant pour leur subsistance et entretenement » ; puis cet Hôtel des Invalides devenant trop petit d'autres édits furent publiés qui créèrent soit le maintien en solde dans des cas exceptionnels, soit la pension proprement dite, soit l'incorporation dans une « compagnie détachée ».

En somme sous l'ancien régime création de l'Hôtel des Invalides sans réglementation définie des pensions militaires laissées surtout à l'arbitraire et au bon plaisir du souverain.

La révolution apporta en matière de pensions un esprit nouveau ; toutes les idées actuelles furent déjà

discutées. Le souffle des idées généreuses de cette grande période fit disparaître le bon vouloir d'un seigneur pour le remplacer par la reconnaissance absolue pour le militaire du droit à pension. Ainsi apparaissait déjà un esprit de justice en matière d'indemnisation. Là où l'ancien régime avait créé des solutions particulières, la révolution a cherché l'unité de doctrine et de réglementation. C'est d'abord le décret des 8-10 février 1793 qui attribue pour la première fois aux infirmes des pensions graduées suivant la gravité de la blessure reçue ; puis la loi du 28 fructidor an VII qui stipule que la retraite est due à tous les citoyens militaires (art. 1) et qu'elle est personnelle et viagère (art. 2) ; un tableau du chiffre des pensions est annexé à la loi. Peu après, la Constitution du 22 frimaire an VIII accordait des pensions à tous les militaires blessés et aux veuves et aux enfants des soldats morts pour la Patrie.

C'est dans l'œuvre accomplie par les esprits généreux de cette grande époque, que sont venus s'inspirer les législateurs de l'époque contemporaine.

A cette dernière période, c'est d'abord l'ordonnance du 27 août 1814 qui règle l'indemnisation des militaires blessés ou malades. Cette ordonnance décreète que les militaires reconnus physiquement impropres au service avant leur libération, recevront des gratifications de réforme une fois payées, si les blessures ou infirmités contractées du fait du service n'ont pas un degré de gravité suffisant pour leur ouvrir le droit à la pension viagère de retraite. La quotité de ces gratifications de réforme est fixée à la moitié du mini-

mun de la pension de retraite correspondant au grade du militaire (soldat 100 fr., caporal 110 fr., maréchal des logis 125 fr.).

C'est ensuite la loi du 11 avril 1831 qui vient régler les pensions de retraites sur de nouvelles bases. Cette loi a posé dans ses articles 12, 13 et 14, les conditions des pensions des militaires blessés ou infirmes :

ARTICLE 12. — Les blessures donnent droit à la pension de retraite lorsqu'elles sont graves et incurables et qu'elles proviennent d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés dans un service commandé.

Les infirmités donnent le même droit lorsqu'elles sont graves et incurables et qu'elles sont reconnues provenir des fatigues ou dangers du service militaire.

ARTICLE 13. — Les blessures ou infirmités provenant des causes énoncées dans l'article précédent, ouvrent un droit immédiat à la pension, si elles ont occasionné la cécité, l'amputation ou la perte absolue d'un ou plusieurs membres.

ARTICLE 14. — Dans les cas moins graves, elles ne donnent lieu à la pension que dans les conditions suivantes :

1° Pour l'officier, si elles le mettent hors d'état de rester en activité et lui ôtent la possibilité d'y entrer ultérieurement ;

2° Pour le sous-officier, caporal, brigadier et soldat, si elles le mettent hors d'état de servir et de pourvoir à sa subsistance.

Ainsi donc trois principes fondamentaux : origine,

gravité, incurabilité. C'est ce système qu'appelait très justement M. le médecin inspecteur Duco « le trépied de la loi des pensions ».

Une classification des blessures ou infirmités susceptibles d'ouvrir droit à pension fût établie par l'échelle de gravité de 1887 qui comprenait 6 classes :

1^{re} classe : Cécité complète.

2^e classe : Amputation des deux membres.

3^e classe : Amputation d'un membre.

4^e classe : Perte totale de l'usage de deux membres.

5^e classe : Perte totale de l'usage d'un membre.

6^e classe : Blessures ou infirmités qui mettent l'officier hors d'état de rester au service et d'y rentrer ultérieurement, le non officier hors d'état de servir et de pourvoir à sa subsistance.

La loi de 1831 ne permettait donc d'indemniser que les infirmités graves et incurables dont la moindre met le soldat hors d'état de pourvoir à sa subsistance. Pour pallier à l'insuffisance de cette loi, on créa le système des gratifications. Le décret du 13 février 1906 régla la distribution de ces gratifications en créant trois échelons selon la gravité de la blessure ou de l'infirmité. Il posa en principe que la pension d'invalidité de 6^e classe correspondait à une diminution de capacité de 60 0/0 ; les trois catégories de gratifications furent accordées pour 10 0/0, 20 0/0, 30 0/0 d'invalidité.

Mais deux lacunes graves existaient encore, d'une part rien n'était prévu entre 30 et 60 0/0 ; d'autre part, les infirmités curables supérieures à 30 0/0 n'étaient indemnisées que pour ce taux.

Un décret du 24 mars 1915 créa deux nouveaux échelons correspondant à 40 0/0 et à 50 0/0 et aussi les échelons accessoires de gratification allant de 60 0/0 à 100 0/0 pour les blessures curables. Il y eut donc ainsi huit classes.

Enfin par un décret en date du 9 juillet 1918, la première et deuxième catégorie furent divisées en quatre échelons comportant quatre degrés d'invalidité (85 0/0, 90 0/0, 95 0/0, 100 0/0, pour la première catégorie, 65 0/0, 70 0/0, 75 0/0, 80 0/0 pour la deuxième catégorie) avec des tarifs spéciaux pour chaque échelon.

La loi de 1831 qui réglait toutes les questions de pensions militaires n'était plus en concordance avec les nouvelles méthodes de recrutement et encore moins avec les conditions de la guerre de 1914 ; à cette guerre prennent part tous les citoyens français et non plus une armée de métier. La caste militaire professionnelle du second Empire est remplacée par une armée nationale. Comme le fait remarquer très judicieusement M. le médecin inspecteur Simonin dans une étude très documentée sur « la législation actuelle des accidents ou infirmités survenus au cours du service militaire », le séjour sous les drapeaux n'est depuis longtemps déjà qu'une « épisode de la vie civique ». « Le soldat peut même être considéré comme un simple travailleur lié au service de l'Etat-patron, par un contrat d'une durée déterminée ». A situation semblable il fallait en matière d'indemnisation un esprit s'adaptant mieux à la concep-

tion du soldat moderne. Telle fut l'idée directrice de la loi du 31 mars 1919.

La genèse de cette loi dura plus de quatre années : le 24 mai 1915, le gouvernement chargea une commission extra-parlementaire de préparer cette réforme. Celle-ci, réunie au ministère des Finances, sous la présidence de M. Ribot, et composée des personnalités les plus compétentes en la matière, déposa, sur un rapport général de M. Romieu, conseiller d'Etat, un projet de loi le 4 novembre 1915. Ce projet fut examiné par une commission spéciale, présidée par M. Lefas, et la discussion commença à la Chambre des Députés après un rapport de M. Masse ; les débats se prolongèrent du 22 novembre 1917 au 5 février 1918, puis après un premier vote du Sénat, du 11 décembre 1918 au 14 mars 1919. Au cours de ce dernier examen, des modifications assez nombreuses furent apportées au texte primitif et les tarifs tout d'abord envisagés furent relevés sensiblement. Enfin le Sénat après un dernier examen de la Commission et un rapport de M. Cheron, adopta le nouveau texte qui devint la loi du 31 mars 1919.

II. — *Loi sur les accidents du travail.*

Avec l'outillage industriel moderne (moteurs, transmissions, machines-outils, etc...) les accidents sont de plus en plus fréquents et leurs conséquences souvent graves. C'est à juste titre que l'on a parlé des « champs de bataille du travail » où l'homme tombe victime du progrès du machinisme moderne.

Mais la question des accidents du travail est un problème social auquel on ne s'est intéressé qu'assez

tard ; il a fallu dans cette question comme dans tant d'autres secouer la routine administrative et s'apercevoir du nombre colossal de ces accidents. Les congrès ouvriers ont retenti les premiers des plaintes légitimes du prolétariat et des congrès internationaux de savants, d'économistes, d'ingénieurs se sont réunis dans les grandes capitales. Les gouvernements se sont émus et c'est ainsi qu'est née, péniblement en France, la loi du 9 avril 1898.

La législation antérieure est très simple et tient tout entière dans le fameux article 1382 du Code civil : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute de qui il est arrivé, à la réparer ». Les deux articles suivants sont les conséquences du précédent :

ARTICLE 1383. — « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence. »

ARTICLE 1384. — « Les maîtres sont responsables du dommage causé par leurs préposés dans les fonctions auxquelles ils sont employés. »

Il en résultait que l'ouvrier victime d'un accident du travail devait établir la preuve de la faute du patron pour avoir droit à une indemnité réparatrice. Or la plupart du temps cette faute n'existait pas ; l'accident survient le plus souvent par suite de la fatalité, d'un cas fortuit, d'une force majeure dont personne ne peut être rendu responsable ; dans 88 accidents sur 100 la loi ancienne se voyait obligée de refuser à la victime tout espoir de réparation.

C'est alors que de nombreux tribunaux et des

économistes firent un effort considérable pour étudier le cas des responsabilités patronales : certaines théories étaient très dures pour l'employeur puisqu'elles faisaient retomber sur lui toute responsabilité d'accident. D'autres, au contraire, laissaient le plus souvent l'ouvrier sans le moindre droit à réparation.

De plus il fallait faire l'établissement de la faute d'une des parties et l'ouvrier pour cela se heurtait à des difficultés insurmontables ; pas de témoins, lenteur des affaires devant les tribunaux. Cette situation lamentable créait des misères sans nombre et que de rancunes et de colères sont nées de ce pénible état de choses !

Aussi tous les pays civilisés s'émurent et bientôt apparaissaient en France comme à l'étranger des lois sur les accidents du travail.

Il fallait tout d'abord abandonner l'idée de la responsabilité patronale pour le principe nouveau du risque professionnel. La faute, en effet, n'existe pour ainsi dire jamais et l'ouvrier en cas d'accident est victime d'un risque spécial ; de même que l'oisif, le promeneur peuvent être écrasés dans la rue, ou tomber dans un escalier, de même l'ouvrier du fait de son travail court en plus du risque ordinaire, un risque afférent à sa profession.

Ainsi peu à peu cette idée se fit jour et s'imposa, mais d'autres problèmes naquirent du fait de l'acceptation du principe du risque professionnel le patron obligé alors de payer une rente à la victime, c'est la

ruine assurée pour lui à moins que la loi n'oblige les chefs d'entreprises à contracter des assurances.

Les deux conditions nécessaires pour le droit au bénéfice de cette loi sont l'origine et l'interruption du travail.

Le principe du risque professionnel est à la base de la loi de 1898 avec une réserve cependant que l'indemnité n'est pas due s'il y a faute inexcusable de l'ouvrier (Art. 20).

Quant aux assurances, cette loi n'en admet pas le principe obligatoire ; mais pour pallier à cette lacune, la loi du 24 mai 1899 rétablit l'assurance officielle avec réorganisation de la Caisse Nationale d'assurances en cas d'accidents.

La loi du 9 avril 1898 modifiée par les lois du 22 mars 1902 et 31 mars 1905 est avant tout une loi de réparation pécuniaire dont le but est d'indemniser la réduction de salaire, conséquence de l'accident du travail.

CHAPITRE II

Situation des ouvriers mobilisés dans les usines de guerre avant l'application de la loi du 31 mars 1919.

Avant d'entreprendre l'exposé des dispositions de la loi du 31 mars 1919 concernant les ouvriers mobilisés dans les usines de guerre ou exploitations, il est nécessaire de voir quelle était leur situation au point de vue des accidents et maladies avant l'existence de cette loi.

Cette situation fut réglée au début de la guerre par des circulaires ministérielles.

La première en date, est celle du 15 octobre 1915 relative à la situation des hommes affectés à des établissements, usines ou exploitations privées travaillant pour la défense nationale en conformité de l'article 6 de la loi du 17 août 1915 (1) ; nous relevons dans cette circulaire que « l'indemnisation des accidents dont peuvent être victimes ces hommes dans leur travail est uniquement régie par la loi du 9 avril

(1) *Loi du 17 août 1915*, assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables.

Art. 6. — Le ministre de la Guerre est autorisé à affecter aux établissements, usines et exploitations travaillant pour la défense nationale, les hommes appartenant à l'une des classes mobilisées ou mobilisables, chefs d'industrie, ingénieurs, chefs de fabrication, contre-maîtres, ouvriers et qui justifieront avoir pendant un an au moins exercé leur profession, soit dans les dits établissements, usines et exploitations soit dans les établissements, usines et exploitations similaires.....

1918, à l'exclusion de la loi du 11 avril 1831 sur les pensions des armées de terre et des décrets des 13 février 1906 et 24 mars 1915 sur les gratifications de réforme. »

Une seconde circulaire, du 24 novembre 1915 règle la situation des hommes affectés à des établissements de l'Etat. Pour ces ouvriers comme pour les premiers l'indemnisation des accidents est régie uniquement par la loi de 1898. En cas de maladie les ouvriers reçoivent les soins du médecin de l'établissement ou ils peuvent être envoyés dans un hôpital militaire ou une infirmerie régimentaire. Les dispositions de ces deux circulaires ont été rappelées par celle du 26 décembre 1916. Une autre catégorie d'ouvriers était celle des hommes employés aux travaux agricoles. Leur situation fut fixée par la circulaire du 6 octobre 1916 qui stipule que « les militaires des équipes agricoles ne doivent pas être considérés comme des permissionnaires, mais bien comme exécutant un service commandé, les travaux agricoles étant ordonnés dans un but d'intérêt national et non en vue de favoriser des intérêts particuliers. Dans ces conditions, les accidents, qui peuvent survenir engagent la responsabilité de l'Etat et il y a lieu d'établir un certificat d'origine relatant les circonstances dans lesquelles a été contracté l'infirmité. »

En ce qui concerne les employés de chemins de fer une convention a été conclue le 19 avril 1917, entre l'Etat et les grandes administrations de chemins de fer, réglant de la façon suivante les droits à pension des agents des chemins de fer :

1° Accidents résultant de faits autres que des faits de guerre : Pour les agents des sections actives des chemins de fer de campagne c'est-à-dire ceux qui portent l'uniforme et sont incontestablement militaires, il y a lieu à application des lois sur les pensions militaires. Pour les autres agents des chemins de fer il y a lieu à application de la loi du 9 avril 1898 et pour les hommes militarisés c'est-à-dire d'une classe mobilisable, l'Etat supporte l'excédent s'il en est dû d'après la législation des pensions militaires.

2° Accidents provenant de faits de guerre. La réparation des accidents est due dans tous les cas par l'Etat ; mais, à raison de leur double qualité de militaires et d'employés de chemins de fer, les agents mobilisables et militarisés peuvent se réclamer à leur choix de la législation sur les pensions militaires ou de la loi de 1898.

Les mobilisés de l'arrière comprennent donc quatre catégories :

- a) les ouvriers travaillant dans les usines ou exploitations privées ;
- b) les ouvriers travaillant dans les établissements de l'Etat ;
- c) les employés de chemins de fer ;

Ces trois catégories d'ouvriers sont des salariés ordinaires.

- d) les ouvriers en équipe agricole, n'ayant pas de salaire travaillant sous la responsabilité de l'Etat.

En somme, antérieurement à la loi du 31 mars 1919, les ouvriers mobilisés dans les usines de guerre, sont tous en cas d'accident du travail justiciables de

la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ; les mobilisés aux travaux agricoles sont indemnisés suivant les lois et règlements concernant les pensions militaires.

CHAPITRE III

La loi du 31 mars 1919 et les mobilisés dans les usines.

La loi du 31 mars 1919 vient régler la situation de tous ces mobilisés qui ne l'était jusque là que par des circulaires le plus souvent incomplètes et mal comprises.

Ce sont les articles 50, 51 et 52 de la loi qui sont applicables à ces différentes catégories de mobilisés.

ARTICLE 50. — « Les mobilisés affectés aux établissements, usines, mines, et exploitations travaillant pour la défense nationale, dans les conditions de l'article 6 de la loi du 17 août 1915, et les ayants cause de ces mobilisés, bénéficieront des dispositions de la présente loi pour les maladies contractées ou aggravées par suite des fatigues, dangers, ou accidents du service et non protégées par la loi du 9 avril 1898.

« Les pensions, définitives ou temporaires, allocations et majorations auxquelles ils pourront prétendre ; seront calculées d'après le taux prévu par la présente loi pour le soldat ou ses ayants droit.

« Dans les cas de mort ou d'incapacité permanente couverts par la loi du 9 avril 1898, si la rente qui est attribuée aux accidents ou à leurs ayants droit est inférieure à la pension militaire à laquelle

ils peuvent prétendre en vertu du précédent paragraphe, ou si cette rente vient à cesser d'être servie par l'effet de l'une quelconque des dispositions de la loi du 9 avril 1898, les intéressés ou leurs ayants cause recevront de l'Etat, à titre de pension, soit la différence entre la rente d'accident de travail et la pension militaire, soit la totalité de la pension militaire.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux mobilisés dans les établissements, usines, mines et exploitations, qu'ils dirigent pour leur propre compte. »

ARTICLE 51. — « L'article 50 est applicable aux mobilisés détachés dans les exploitations agricoles, autres que celles dont ils sont propriétaires fermiers ou métayers. Il est également applicable à leurs ayants droit. »

ARTICLE 52. — « Sous le régime de la mobilisation et jusqu'au décret fixant la date de la cessation des hostilités, ont droit, ainsi que leurs ayants cause, aux avantages prévus par la présente loi et à la rente d'accident du travail, prévue par la loi du 9 avril 1898 :

« 1° Les agents des subdivisions complémentaires territoriales de chemins de fer de campagne ;

« 2° Les militaires mis à la disposition des réseaux dans les conditions prévues par le ministre de la guerre ;

« 3° Les agents des sections actives de chemins de fer de campagne détachés momentanément dans

une compagnie de chemins de fer et touchant de cette dernière un salaire ;

« 4° Les agents des sections actives de chemins de fer de campagne des chemins de fer de l'Etat, autorisés à toucher leur salaire pendant la guerre dans les conditions prévues au paragraphe 1 du décret du 30 août 1914.

« Pour l'application du paragraphe précédent, les emplois des agents des sections de chemins de fer de campagne sont classés dans la hiérarchie militaire, comme il est dit au tableau annexé à la présente loi.

« La correspondance des tarifs des pensions avec les grades de la hiérarchie militaire ne modifie en rien la situation du personnel des chemins de fer telle qu'elle est réglée par les lois et les règlements en vigueur.

« Lorsque les mobilisés peuvent, à raison d'un même fait, prétendre à la fois à une allocation concédée à titre militaire et à une pension ou indemnité découlant de l'application de la législation sur les accidents du travail ou des règlements particuliers des compagnies, ils n'ont droit à cumul que dans la limite de la somme représentée par la différence entre la plus forte et la plus faible des deux allocations. »

CHAPITRE IV

Comparaison entre les dispositions de la loi de 1898 et celles de la loi du 31 mars 1919.

Les dispositions des articles sus-indiqués, présentent de nombreux avantages pour les mobilisés qui ayant son application, bénéficiaient, comme nous l'avons exposé dans un chapitre précédent, des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Il suffit pour se rendre compte de ces avantages d'établir une comparaison entre les deux lois.

Voyons tout d'abord quels sont les caractères communs aux deux lois :

Elles visent toutes les deux le même but ; le mobilisé victime de la guerre, comme l'ouvrier victime d'un accident du travail a droit à réparation ; l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1919 établit d'une façon absolue ce droit, substitué désormais au régime des gratifications qui complétait la loi du 11 avril 1831 (1).

(1) Article 1 de la loi du 31 mars 1919. — La République, reconnaissante envers ceux qui ont assuré le salut de la Patrie, proclame et détermine, conformément aux dispositions de la présente loi, le droit à la réparation due : 1° aux militaires des armées de terre et de mer affectés d'infirmités résultant de la guerre; 2° aux veuves, aux orphelins et aux ascendants de ceux qui sont morts pour la France.

En cas de contestations sur ce droit, l'affaire est portée devant les tribunaux permettant d'appeler sur une décision qui peut paraître injuste. Pour les affaires régies par la loi de 1898 c'est le Tribunal civil qui statue en premier lieu, puis l'affaire, en cas de nouvelle contestation, peut être portée en Cour d'Appel.

Quant aux pensions de la guerre, les contestations sont jugées en premier ressort par le Tribunal départemental des pensions (1) ; en appel c'est la Cour régionale des pensions (2) qui statue.

Ces deux lois édifiées sur les mêmes bases ont un but commun ; toutefois comme nous le verrons, la loi du 31 mars 1919 comporte un esprit plus large, plus bienveillant, tenant compte avec juste raison des préjudices causés par le fait de la guerre, et cherchant à indemniser aussi largement que possible les glorieuses victimes de la guerre.

Le premier caractère différentiel entre les deux lois, un des plus importants pour les ouvriers mobilisés en usine, réside dans l'indemnisation des maladies contractées par suite des dangers ou fatigues du service. La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ne vise aucunement les infirmités provenant de maladies sauf les accidents professionnels prévus

(1) Le Tribunal départemental des pensions est composé du président ou d'un vice-président du Tribunal civil, d'un juge au Tribunal civil, du vice-président du conseil de préfecture, d'un médecin expert et d'un pensionné tiré au sort parmi vingt membres présentés par l'association des mutilés.

(2) La Cour régionale est composée d'un président de chambre à la Cour d'Appel, de deux conseillers à la Cour d'Appel.

dans la loi du 25 octobre 1919 (1). L'article 50 de la loi sur les pensions militaires (31 mars 1919) fait bénéficier les ouvriers mobilisés des dispositions de l'article 5 de la loi sur les maladies contractées ou aggravées en service (2) avec le principe de la présomption légale pour les maladies dont ils sont atteints.

Les deux lois sont établies sur le même principe c'est-à-dire que pour l'indemnisation elles se basent l'une et l'autre sur le taux d'invalidité. Mais l'incapacité du blessé ne peut être envisagée de la même façon pour le militaire que pour le civil. En effet, tandis qu'en matière d'accidents du travail l'incapacité du blessé est envisagée à un point de vue tout particulier, au point de vue du dommage civil, réduction de salaire, en matière de pension militaire elle est envisagée à un point de vue général et elle

(1) *Loi du 25 octobre 1919*, étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Article 1. — La législation sur les accidents du travail est étendue aux maladies d'origine professionnelle sous réserve des dispositions spéciales de la présente loi.

Article 2. — Sont considérées comme maladies professionnelles, les affections aiguës ou chroniques mentionnées aux tableaux annexés à la présente loi, lorsqu'elles atteignent des ouvriers habituellement occupés aux travaux industriels correspondants.

La nomenclature des maladies professionnelles ne comporte actuellement que les maladies causées par le plomb et les composés et celles causées par le mercure et ses composés.

(2) *Article 5 de la loi du 31 mars 1919.* — Toutes les maladies constatées chez un militaire ou marin, pendant la période où il a été incorporé ou pendant les six mois qui ont suivi son renvoi dans ses foyers sont présumées, sauf preuve contraire, avoir été contractées ou s'être aggravées par suite des fatigues, dangers, ou accidents du service.

correspond à la diminution de capacité fonctionnelle physiologique, à l'atteinte, à l'intégrité corporelle.

Cette conception de la loi du 31 mars 1919 a permis d'établir une guide barème (1) à peu près fixe pour toutes les invalidités provenant des infirmités ou des blessures. En matière d'accidents du travail au contraire, compte devant être tenu non seulement de la diminution de la capacité physiologique mais encore de celle de la capacité ouvrière, il n'est pas possible de fixer pour chaque infirmité des règles fixes d'appréciation du taux d'invalidité ; comme le dit M. le professeur Etienne Martin, les expertises en matière civile sont de ce fait plus délicates et plus difficiles à établir.

Mais le taux de la pension diffère lui-même suivant les dispositions de l'une ou de l'autre loi. L'article de la loi du 31 mars 1898 stipule que dans le cas d'incapacité partielle et permanente, l'ouvrier a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire. La rente ne correspond donc qu'à la moitié du taux d'invalidité. En matière de pension militaire, au contraire, le taux de la pension correspond exactement au taux d'invalidité. Les conséquences d'un pareil état de choses sont que les pensions allouées suivant les dispositions de la loi du 31 mars 1919 sont dans la plupart des cas bien supérieures à celles allouées suivant les dispositions de la loi du 9 avril 1898 et

(1) Guides barèmes de 1915 et de 1919 (Instruction n° 834 Ci/7 du 10 juillet 1919).

par suite les mobilisés victimes d'accidents du travail bénéficiant de la première loi d'après l'article 50 vont toucher des pensions bien supérieures à celles qui leur auraient été allouées par la loi sur les accidents du travail.

Une question bien réglée par la nouvelle loi sur les pensions, est celle de l'état antérieur : la loi de 1898 l'avait laissée complètement dans l'ombre et pourtant cette question se pose tous les jours en pratique. En effet l'état antérieur d'un ouvrier peut prolonger la durée d'incapacité temporaire ; il peut être la source de complications telles, qu'une tuberculose par exemple se greffant sur une simple entorse. La solution de ce problème était laissée à la compétence des tribunaux. Les premiers, MM. Le clercq et Mazel dans leur livre *La main-d'œuvre nationale après la guerre* avaient attiré l'attention sur cette question de l'état antérieur qui du fait de la guerre prenait une importance considérable ; les mutilés en effet rentrant dans la vie civile et reprenant du travail dans les usines courent des risques beaucoup plus grands de par leur infirmité et il ne semblait pas juste que les employeurs supportassent les conséquences d'un pareil état de choses. Les législateurs s'émurent eux aussi et le 26 novembre 1916 apparaissait une loi qui couvrait les mutilés et leurs employeurs de l'aggravation des risques et du « sur-risque » qu'il encourent par suite de leur invalidité (1).

(1) Loi du 26 novembre 1916, concernant les mutilés de la guerre, victimes d'accidents du travail.

Ce fut un premier pas à la solution de la question mais il reste une difficulté très grande d'application de la loi ; il est en effet difficile pour l'expert de connaître exactement l'état de l'ouvrier avant son accident ; c'est pourquoi, la Société de Médecine légale, saisie de la question, dans sa réunion du 11 juin 1917, à la suite d'un rapport de M. le professeur Etienne Martin, émit le vœu qu'on établît au moment de l'embauchage des mutilés une fiche médicale décrivant l'état des mutilations et des troubles fonctionnels qu'elles entraînent ou les modifications de l'état général résultant des maladies contractées en service.

Mais la loi du 31 mars 1919 régla entièrement la question, par ses articles 3 et 5 qui stipulent que toutes les infirmités ou maladies *aggravées* par les fa-

Article 1. — Toutes les fois qu'un militaire marin et assimilé, atteint d'infirmités graves ou incurables, résultant soit de blessures reçues au cours d'événements de guerre ou en service commandé pendant la guerre actuelle ; soit de maladies contractées ou aggravées par suite des fatigues ou dangers du service pendant la guerre actuelle, aura été victime d'un accident du travail survenu dans les conditions prévues par les lois du 9 avril 1898, 30 juin 1898, 12 avril 1906, 15 juillet 1914, l'ordonnance du président ou le jugement du tribunal, qui fixera le montant des rentes pouvant résulter, tant de sa mort que de la réduction permanente de sa capacité de travail, devra indiquer expressément :

1° Si l'accident a eu pour cause exclusive d'infirmité de guerre préexistante ;

2° Si la réduction permanente de capacité résultant de l'accident a été aggravée par le fait de la dite infirmité et dans quelles proportions.

Dans le premier cas le chef d'entreprise sera exonéré de la totalité des rentes allouées à la victime ou à ses ayants droit, par l'ordonnance ou le jugement ; dans le second cas de la quotité des dites rentes correspondant à l'aggravation ainsi déterminée.

ligues, dangers ou accidents éprouvés par le fait ou à l'occasion du service ouvrent droit à pension. C'est la simplification de la question de l'état antérieur : plus de sujets de contestations, plus de discussions possibles, le fait de l'aggravation d'une maladie ou d'une infirmité est justiciable d'une pension. Et ceci n'est que justice quand on pense que le mobilisé, lors de son incorporation fut reconnu « bon » pour le service » ; il était donc physiologiquement bien portant à ce moment et a droit à réparation si une maladie qui ne l'empêchait pas jusqu'alors de travailler s'aggrave pendant son service et lui occasionne une incapacité de travail quelconque.

Comparons maintenant les deux articles de lois concernant la révision des pensions : l'article 7 de la loi du 31 mars 1919 stipule qu'en cas de pension temporaire il y a révision automatique de la pension tous les deux ans; celle-ci peut être portée à un taux plus élevé ou au contraire supprimée si l'invalidité est devenue inférieure à 10 0/0 ou a disparu. Au cours même de cette période biennale, le pensionné peut former une demande de révision sur laquelle il devra être statué dans les deux mois. Enfin après deux périodes biennales la situation du pensionné temporaire est définitivement fixée.

L'article 19 de la loi du 9 avril 1898 admet que la demande en révision de l'indemnité fondée sur l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité de la victime ou sur son décès par suite de conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à partir de la décision du tribunal. Passé ce délai aucune réclamation

n'est plus admise. Là encore la loi de 1919 présente un avantage réel : le pensionné militaire a quatre ans pour faire reviser sa pension et même lorsque la pension définitive lui a été allouée, celle-ci peut encore être révisée si le taux s'est accru de 10 0/0 au moins depuis l'époque de sa concession, à la condition toutefois que cette demande en révision soit faite dans les cinq années qui suivent.

L'article 10 de la loi du 31 mars 1919 accorde une majoration de pension aux mutilés que leurs infirmités rendent incapables de se mouvoir, de se conduire ou d'accomplir les actes essentiels à la vie et qui sont par suite obligés de recourir d'une manière constante aux soins d'une tierce personne. Il leur est alors accordé, à titre d'allocation spéciale, une majoration égale au quart de leur pension. C'est ainsi par exemple qu'un soldat de 2^e classe aveugle qui touche une pension de 2.400 francs a droit s'il vit chez lui à une majoration de 600 francs soit 3.000 francs. Cet article de loi est une innovation car la loi de 1898 n'admet rien de semblable.

La loi du 31 mars 1919 accorde de plus une majoration en sus de la pension définitive ou temporaire par enfant au-dessous de 18 ans. Cette majoration est réglée par un tarif qui varie avec le taux d'invalidité : elle est égale à 300 francs par enfant pour une invalidité de 100 0/0, diminuant de 15 francs pour une invalidité de 5 0/0 du taux d'invalidité, soit 30 francs pour un taux de 10 0/0.

Ces majorations sont également allouées pour les

enfants naturels reconnus et elles sont payables même en cas de décès du père.

Voilà encore un des avantages de la loi; celle de 1898 reste muette sur ce point; c'est une innovation heureuse de la loi du 31 mars 1919, une de celles qui marquent la volonté du Parlement de donner une orientation sociale à notre législation des pensions. De plus, l'article 11 de la loi de 1919 est également applicable aux ouvriers mobilisés dans les usines. « Dans le cas d'infirmités multiples dont aucune n'entraîne l'invalidité absolue, le taux d'invalidité est considéré intégralement pour l'infirmité la plus grave et pour chacune des infirmités supplémentaires, proportionnellement à la validité restante. » Supposons donc un ouvrier dont une première infirmité vient diminuer la validité de 60 0/0; sa validité fonctionnelle totale étant évaluée par hypothèse à cent pour 100, la validité restante n'est plus que de 40 0/0. Or, si une seconde infirmité, susceptible par exemple de diminuer la validité d'un homme normal de trente pour 100, vient se surajouter à la première, il est évident que ce nouveau taux ne pourra s'appliquer qu'à la validité restante. On doit donc rapporter cette seconde invalidité de 30 0/0 à la portion de validité résiduelle (40 0/0) subsistant après évaluation de la première infirmité et compter cette invalidité non plus pour 30 0/0 mais pour 30 0/0 de 40 0/0 soit 12 0/0. Cette seconde infirmité sera donc estimée à un taux de 12 0/0 qui se surajoutant au taux de 60 0/0 fixé pour la première fournira un taux global de 72 0/0. De plus il importe de majorer les

infirmités supplémentaires d'une, deux ou trois catégories soit 5 0/0, 10 0/0, 15 0/0 suivant qu'elles occupent le deuxième, troisième ou quatrième rang dans la série décroissante de leurs gravités.

Les droits des veuves varient suivant qu'on envisage les dispositions de la loi sur les pensions ou celles de la loi sur les accidents du travail. Dans la loi de 1898, la rente aux ayants droit est basée sur le salaire de l'ouvrier; le conjoint a droit à une rente viagère qui part du jour du décès de l'ouvrier et qui est égale à 20 0/0 du salaire annuel de cet ouvrier. Les enfants légitimes ou naturels, âgés de moins de 16 ans ont droit à une rente basée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 0/0 de ce salaire, s'il n'y a qu'un enfant, 25 0/0, s'il y en a deux, 35 0/0, s'il y en a trois et 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre. Enfin si la victime n'a ni conjoint, ni enfant, chacun des ascendants qui était à sa charge recevra une rente viagère égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime.

Dans la loi sur les pensions militaires la rente aux ayants droit est absolument fixe. Elle est due aux veuves des militaires dont la mort a été causée par des blessures ou à la suite d'accidents éprouvés par le fait du service ou par des maladies contractées par suite des fatigues, dangers, ou accidents survenus par le fait ou à l'occasion du service. Les ascendants ont droit à une pension même lorsqu'une pension a été accordée à la veuve ou aux orphelins du militaire décédé. Ainsi, assez souvent l'Etat doit servir deux pensions du chef d'un même militaire : une

pension à la veuve ou aux orphelins, une pension aux ascendants.

En cas de remariage de la veuve, la loi de 1898 dans son article 3 (paragraphe A) stipule que le conjoint cesse d'avoir droit à sa rente et dans ce cas il lui est alors alloué le triple de cette rente à titre d'indemnité totale. Au contraire dans la loi sur les pensions, les veuves peuvent conserver en se remariant le droit à pension.

Mais aux termes de l'article 18 de cette loi, elles ont le choix entre deux partis :

1° Elles peuvent renoncer à la pension et demander à leur profit le versement de trois annuités d'ar-rérages.

2° Elles conservent le droit à pension viagère.

Enfin un article des plus intéressants pour les bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919, vient compléter heureusement les dispositions déjà très avantageuses de cette loi. C'est l'article 64 qui dit : « L'Etat doit à tous les militaires et marins bénéficiaires de la présente loi, leur vie durant, les soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques, nécessités par la blessure ou la maladie contractée ou aggravée en service, qui a motivé leur réforme.. » Ainsi un blessé ayant une ancienne fracture et voyant le foyer de sa blessure se rouvrir pour laisser passage à quelque esquille, le « gazé » qui verra tous les hivers une bronchite l'immobiliser quelque temps, aura droit aux soins par un médecin de son choix mais qui sera payé par l'Etat suivant un tarif réglé d'avance. Cet article est bien entendu applicable également

aux mobilisés en usines, ouvriers agricoles et employés de chemins de fer bénéficiaires des dispositions des articles 50, 51 et 52 de la loi du 31 mars 1919, ce qui sera pour eux un avantage de plus car la loi de 1898 ne parle exclusivement que des frais médicaux et pharmaceutiques qui suivent immédiatement l'accident du travail; elle reste muette sur les soins qui peuvent être nécessaires plus tard après la guérison anatomique de la blessure.

Tel est brièvement exposé l'état comparatif des deux lois de 1898 et de 1919. Il est facile de se rendre compte quels avantages immenses les ouvriers des usines de guerre tirent des dispositions de cet article 50 qui les fait bénéficier par suite de toutes les dispositions de la loi. Tandis que la loi de 1898 ouvre la porte à de nombreuses contestations et présente des lacunes très grandes, la loi de 1919 est claire, complète et répare mieux les préjudices causés. Elle apporte à toutes les victimes de la guerre, dans la mesure des possibilités, les légitimes réparations que leur doit la reconnaissance du pays

CHAPITRE V

Esprit de la législation relative aux ouvriers mobilisés dans les usines malades ou victimes d'accidents de travail.

Nous venons de voir quelle est la situation des mobilisés dans les usines au point de vue accidents du travail et maladies. Par une comparaison entre les deux législations, celle de 1898 et celle de 1919, nous nous sommes rendus compte combien cette dernière est plus libérale, plus généreuse et combien elle correspond mieux aux idées sociales actuelles.

Essayons maintenant de comprendre l'esprit qui a guidé le législateur dans l'élaboration de la loi sur les pensions militaires.

C'est tout d'abord un esprit de justice bienveillante à l'égard d'hommes accomplissant le devoir militaire; l'ouvrier, en effet, qui travaillait dans les usines de guerre accomplissait un devoir; il ne fallait plus le considérer comme un simple salarié ayant passé un contrat avec son patron. L'ouvrier était mobilisé et par conséquent obligé de travailler dans l'usine à laquelle il était affecté. Souvent même il était employé à la fabrication de produits dangereux et nuisibles à sa santé (gaz, poudres, etc.) ou encore il devait manier des produits toxiques et un outillage souvent dangereux. De plus les conditions d'hygiène étaient parfois déplorables : des installations de for-

tune avaient été créées un peu partout et c'était ainsi dans des conditions défectueuses qu'il travaillait. C'est pourquoi, il était juste que ces hommes fussent indemnisés plus équitablement que par la loi de 1898, faite pour des ouvriers de métier, salariés suivant un contrat passé avec les patrons.

Les ouvriers mobilisés dans les usines pendant la guerre étaient pour la plupart des ouvriers recevant un salaire qui devait finir avec la guerre. Beaucoup d'usines, en effet, fermèrent leurs portes, la guerre terminée, et de ce fait nombre d'ouvriers devaient se trouver sans travail au moment de leur démobilisation. Il paraissait donc équitable de les traiter sur le même pied que les autres militaires au point de vue des conséquences de leurs maladies ou des accidents dont ils avaient pu être victimes au cours de leur travail.

Certaines critiques ont été faites sur la modalité d'indemnisation de cette catégorie de mobilisés. On a dit en effet que les ouvriers d'usines touchaient de gros salaires et que leur vie n'était pas exposée comme celle des soldats combattants. C'est-là une objection qui de prime abord paraît avoir une certaine valeur. Il ne faut pas oublier cependant que ces ouvriers d'usines ont dû s'imposer aussi de grandes fatigues et beaucoup de surmenage, obligés de produire beaucoup en peu de temps. D'autre part leur vie à l'atelier dans des conditions d'hygiène souvent mauvaises, les obligeait à avoir une alimentation saine et réconfortante. Il en résultait pour eux de grosses dépenses, absorbant presque tout le montant

de leur salaire, étant donné le coût de la vie. On peut se demander aussi si le salaire n'était pas le stimulant nécessaire à la surproduction dont nous avons besoin pour faire face aux exigences des combats. Dans ces conditions, mieux valait probablement rétribuer ces ouvriers et les traiter sur le même pied que tous les mobilisés en cas d'indemnisation.

Il n'est pas de sacrifice que la nation ne doive s'imposer pour rétribuer comme il convient toutes les victimes de la guerre. Dans un pays victorieux, il ne doit rester ni haine, ni rancœur, ni souffrance trop grandes parmi ceux qui, de près ou de loin, ont contribué au triomphe des idées de justice et de liberté qui sont la grandeur et la force de la France.

A travail égal, salaire égal, à souffrance égale, réparation autant que possible égale. Si nous n'avons pas obtenu la fraternité des nations, ce sera tout au moins l'honneur du législateur d'avoir essayé de maintenir celle des enfants d'un même pays. Il ne pouvait en être autrement dans un régime démocratique qui doit sortir grandi d'une lutte comme celle que nous avons vu soutenir. Ouvriers comme soldats ont été mus par le même idéal ; de même, c'est un idéal de générosité et de bienveillance qui devait présider à la réparation de leur misères physiologiques et morales.

Réparation équitable et large, tel est en résumé l'esprit de la loi du 31 mars 1919. Elle est le prélude d'une législation toute nouvelle sur la codification du travail.

CHAPITRE VI

Observations

OBSERVATION I (DOCTEUR DOUCET-BON)

(Taux d'invalidité plus élevé. — Pension supérieure).

B. H., soldat de 2^e classe, mobilisé dans une usine (article 6 de la loi du 17 août 1915) ; blessé à l'œil gauche, le 2 novembre 1915 par un éclat de marteau au cours de son travail.

Il est atteint actuellement de : Enucléation de l'œil gauche. Le 27 octobre 1919, cet homme demande à bénéficier de l'article 50 de la loi du 31 mars 1919. Examiné au Centre Spécial de Réforme de Lyon, il est reconnu frappé d'une invalidité permanente de 65 0/0, suivant le taux des barèmes militaires. La Commission de Réforme, dans sa séance du 10 novembre 1919, confirme la proposition des experts et l'intéressé est ainsi titulaire d'une pension permanente annuelle de 1.560 francs.

Or, suivant la loi du 9 avril 1898, son accident avait été réglé par une pension annuelle de 336 francs avec un taux d'invalidité de 33 0/0 (perte d'un œil). Ainsi par le jeu de l'article 50 de la loi du 31 mars 1919, ce militaire, accidenté du travail, recevra de l'Etat à titre de pension pour son infirmité permanente, la différence entre la rente d'accident du travail et la pension militaire, soit 1.224 francs.

Deux déductions ressortent de cette observation :

1^o Taux d'invalidité, résultant de la perte d'un œil, beaucoup plus élevé, suivant les barèmes adoptés pour l'application de la loi du 31 mars 1919, que suivant les évaluations admises par la jurisprudence réglant l'application de la loi du 9 avril 1898.

Taux de la pension bien supérieur, de par la loi du 31 mars 1919 (1.560 francs au lieu de 336 francs).

OBSERVATION II (DOCTEUR SONDAZ)

(Application de l'article 52 de la loi du 31 mars 1919).

C..... T....., soldat de 2 classe, 5^e génie, mobilisé à la compagnie P. O., comme salarié. Victime d'un accident du travail à la gare de Saint-Pierre-des-Corps, le 19 octobre 1917, dans les circonstances suivantes : en calant un wagon, a buté contre le marchepied, et a eu la jambe droite prise sous le wagon.

Il est actuellement atteint de : Amputation de la jambe droite au tiers inférieur.

Cet accident a été réglé par un jugement du Tribunal civil de Tours, en date du 12 juillet 1918 par une rente annuelle de 427 fr. 89 sur un taux d'invalidité de 65 0/0.

Cet homme mobilisé et mis à la disposition d'une compagnie de chemins de fer, peut bénéficier des dispositions de l'article 52 (paragraphe 2) de la loi du 31 mars 1919 (« militaire mis à la disposition des réseaux dans les conditions prévues par le ministre de la Guerre »).

Cet accidenté a été reconnu par les médecins experts du C. S. R. de Lyon, atteint d'une invalidité permanente de 80 0/0 (pension de retraite de 3^e classe, loi de 1831) suivant les barèmes militaires. La proposition des experts a d'ailleurs été ratifiée par la Commission de Réforme.

L'intéressé touchera donc une pension définitive de 1.920 francs au lieu de 427 fr. 89 fixée par le Tribunal de Tours. L'Etat lui versera ainsi une rente annuelle de 1.492 francs.

En matière d'accidents du travail, le taux de l'invalidité ordinairement admis pour amputation de jambe est égal à 65 0/0. En matière de pensions militaires il est égal à 80 0/0.

OBSERVATION III (DOCTEUR JETTE)

(Infirmités multiples : blessure et maladie).

B.... F...., soldat de 2^e classe, 9^e génie, avait fait son service actif à la Martinique. Reste deux ans au front français. Evacué pour paludisme et bronchite en décembre 1917. Versé service auxiliaire le 2 mai 1918. Embauché ensuite dans une usine travaillant pour la guerre, cet homme est victime d'un accident du travail : mutilation de la main gauche pour laquelle le blessé touche une rente de 625 fr.

Cet homme demande à bénéficier des dispositions de la loi du 31 mars 1919.

Il présente à l'examen :

1^o Amputation du médius gauche et d'une partie de son métacarpien.

2° Amputation d'une phalange et demie de l'index gauche.

3° Amputation des trois phalanges de l'annulaire gauche.

4° Amputation d'une phalange et demie de l'auriculaire gauche.

Raideur articulaire des moignons.

A l'auscultation : Sclérose des deux sommets, un peu plus marquée à droite. Obscurité respiratoire des deux sommets : à droite bronchophonie et exagération des vibrations.

Hémoptysies fréquentes. Dyspnée moyenne. Le malade tousse beaucoup mais pas d'expectoration. Etat général médiocre.

Poids 55 kilogs, mi habillé pour une taille de 1 m. 63.

Il s'agit dans ce cas, d'infirmités multiples (blessure par accident du travail et maladie). L'intéressé bénéficie donc à la fois de l'article 11 et de l'article 50 de la loi du 31 mars 1919.

Pour son infirmité résultant d'accident du travail, le blessé touchait une rente annuelle de 625 francs (Loi de 1898).

Quant à sa seconde infirmité, elle n'était pas indemnisée.

A l'examen des experts, la mutilation de la main gauche est estimée à 30 0/0 et les lésions pulmonaires à 20 0/0.

Après estimation de la première infirmité (30 0/0) la validité restante est donc de 70 0/0. La deuxième infirmité est donc calculée, suivant le mode d'indem-

nisation des infirmités multiples, à 20 0/0 de 70 0/0 avec une majoration de 5.

L'estimation globale de l'infirmité de cet homme est donc de :

$$\left. \begin{array}{l} 1^{\text{re}} \text{ infirmité} = 30 \text{ 0/0} \\ 2^{\text{e}} \text{ infirmité} = 20 \text{ 0/0} \end{array} \right\} = 47 \text{ 0/0 soit } 50 \text{ 0/0}$$

Ces calculs sont établis suivant une table-barème annexée au barème.

Cette observation montre que la loi du 31 mars 1919 indemnise la maladie comme la blessure pour les mobilisés comme ouvriers dans les usines de guerre. Elle est aussi un exemple d'application de l'article 11 de la loi du 31 mars 1919 sur le mode d'évaluation des infirmités multiples.

OBSERVATION IV (DOCTEUR SONDZ)

(Taux d'invalidité égal. — Pension plus élevée).

C..... A....., soldat de 2^e classe, 60^e régiment d'infanterie territoriale. Cet homme, en sursis d'appel, mis à la disposition des « Tanneries Lyonnaises » à Oullins, fut victime d'un accident du travail le 14 novembre 1916, en travaillant pour le compte de cette industrie, dans les circonstances suivantes : projeté sur le bord d'un camion par une charge de 35 kilogs qui lui est tombée sur le dos.

Cet accident fut réglé par la loi du 9 avril 1898 : à 216 fr. 37 de rentes par décision du Tribunal civil de Lyon, en date du 21 décembre 1918 sur un taux d'invalidité de 20 0/0.

Bien qu'en sursis d'appel, l'intéressé était soumis

à la juridiction militaire (article 42 de la loi du 26 mars 1905). D'ailleurs il avait été réformé le 24 novembre 1917 à la suite de cet accident.

A l'examen il présente une raideur du tronc par contracture, consécutive à une contusion du thorax. Il accuse des douleurs au niveau de la région costale antérieure droite ; aucune trace de fracture de côtes ; rien du côté des membres ; auscultation négative. Flexion du tronc diminuée d'un tiers ; extension difficile dépassant peu la verticale.

Par une décision de la Commission de Réforme en date du 2 mars 1920, le taux d'invalidité est fixé à 20 0/0 ce qui donne à l'intéressé une rente de 480 fr.

Ainsi, avec le même taux, la pension de ce blessé est doublée. D'autre part, cette observation nous fait voir que les militaires mis en sursis d'appel sont cependant considérés comme des militaires en activité de service, restant par conséquent bénéficiaires de toutes les dispositions de la loi du 31 mars 1919.

OBSERVATION V (DOCTEUR SONDAZ)

(Droit à pension grâce à infirmités multiples).

G..... J....., soldat de 2^e classe, 158^e régiment d'infanterie. Cet homme mobilisé à l'usine Bouteille, fut victime d'un accident du travail le 6 août 1917. Cet accident fut réglé par la loi du 9 avril 1898, à une rente de 183 francs, basée sur une gêne fonctionnelle de 8 0/0.

A l'examen il présente : Ablation de la phalange de l'auriculaire gauche et raideur serrée de la portion restante du doigt. Flexion limitée.

A l'auscultation, emphysème pulmonaire, avec légèrè arythmie ; dispnée d'effort.

Les experts ont estimé l'invalidité de cet homme en tenant compte surtout de son état pulmonaire, à 10 0/0.

Leur proposition a été ratifiée par la Commission de Réforme le 12 septembre 1919 et l'intéressé proposé pour une pension temporaire de 240 francs.

L'intérêt de cette observation réside dans le fait que si cet homme n'avait eu que la lésion de la main gauche (ablation de la phalange de l'auriculaire gauche et raideur de la portion restante du doigt), il n'aurait pas été indemnisé suivant la loi du 31 mars 1919. En effet, la mutilation dont il est atteint par suite de son accident du travail est estimée suivant les barèmes militaires à 3 0/0 au maximum, et la loi ne reconnaît pas le droit à pension aux porteurs d'infirmités inférieures à 10 0/0.

Il bénéficie donc de la loi du 31 mars 1919, non pas en tant que blessé, mais en tant que malade.

OBSERVATION VI (DOCTEUR SONDAZ)

(Employé de chemins de fer ne pouvant bénéficier des dispositions de la loi du 31 mars 1919).

B..... A....., chef de manœuvres à la Compagnie P. L. M. Blessé le 26 novembre 1915 en gare de Lyon-Guillotière, par tamponnement de wagon. Soigné pour fracture du coude, ayant nécessité une résection atypique. Cet accident a entraîné une incapacité temporaire de travail jusqu'au 15 avril 1917

et une incapacité permanente partielle fixée à 60 0/0 suivant rapport du médecin expert en date du 24 avril 1917. Rente fixée à 751 fr. 25 par décision du Tribunal civil, le 8 mai 1917. Mis en retraite proportionnelle à cette date. Cet employé de la classe 1886, n'était ni mobilisé, ni mobilisable.

Il demande néanmoins à bénéficier de la loi du 31 mars 1919, se basant sur le fait que tout le personnel de la Compagnie était réquisitionné par le Ministère de la Guerre.

Cet homme est atteint de : Ankylose osseuse du coude gauche à 140° avec abolition de tous ses mouvements de torsion. Multiples cicatrices adhérentes à la région externe du coude. Amyotrophie circonferentielle de 4 centimètres au bras et 3 centimètres à l'avant-bras. Bons mouvements des doigts.

La proposition des médecins experts a été la suivante : si la loi du 31 mars 1919 était applicable à cet employé de chemins de fer, la lésion constatée entraînerait une pension de retraite de 6^e classe sous le n° 60 (60 0/0). Mais cet homme étant de la classe 1886, n'a jamais eu d'obligations militaires durant la guerre, et par conséquent, l'article 52 de la loi du 31 mars 1919 ne lui est en aucune façon applicable. C'est ainsi d'ailleurs qu'en a décidé la Commission de Réforme en date du 27 février 1920.

De par cette observation on se rend compte que tous les agents des chemins de fer n'ont pas droit aux avantages de la loi du 31 mars 1919 ; seuls en effet, sont appelés à bénéficier des dispositions de l'article 52 de cette loi, les agents mobilisés ou tout au moins

mobilisables. Dans le cas sus-énoncé, l'intéressé n'avait donc bien pas droit aux bénéfices de la loi du 31 mars 1919.

CONCLUSIONS

I

La loi du 31 mars 1919 (articles 50, 51, 52) sur les pensions militaires admet comme principe que les mobilisés blessés par accidents du travail ou malades dans les usines de guerre sont comme tous militaires blessés ou malades du fait du service des victimes de la guerre.

II

A ce principe d'unité de cause, elle oppose l'unité de doctrine en matière d'indemnisation.

III

Avec la loi du 31 mars 1919, le taux d'invalidité des victimes d'accidents du travail est uniquement basé sur la déficience physiologique et calculé suivant des barèmes fixes.

IV

Dans la plupart des cas le taux de leurs pensions est plus élevé par application de la loi du 31 mars 1919 que celle du 9 avril 1898.

V

Les mobilisés victimes d'accidents du travail bénéficient de la présomption légale et de l'aggravation.

VI

Les mobilisés dans les usines de guerre atteints de maladies, même non professionnelles, contractées ou aggravées par le travail, sont indemnisés par la loi du 31 mars 1919, alors qu'ils ne le sont pas par la loi du 9 avril 1898.

VII

Ainsi la loi sur les pensions militaires est non seulement une loi d'indemnisation mais aussi une loi sociale, en concordance avec les idées modernes, réparant certaines imperfections et lacunes de la loi du 9 avril 1898.

VIII

L'idée qui se dégage de cette loi est une idée de justice et aussi de reconnaissance à l'égard de tous ceux qui ont perdu la santé ou la vie en participant d'une façon quelconque à la défense du Pays.

Vu :

Le Doyen,

L. HUGOUNENQ.

Le Président de la Thèse,

ETIENNE MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 12 juin 1920,

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,

JOUBIN.

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin de la Société de Médecine légale, 11 juin 1917.

Circulaire ministérielle du 15 octobre 1915 (mobilisés dans les usines privées).

Circulaire ministérielle du 24 novembre 1915 (mobilisés dans les établissements de l'Etat).

Circulaire ministérielle du 6 octobre 1916 (ouvriers agricoles).

Circulaire ministérielle du 26 décembre 1916 (mobilisés dans les usines).

CHÉRON. — Rapport fait le 18 mars 1919 au Sénat, au nom de la Commission des Pensions.

FERRETTE et D^r LAVAL. — Les accidents du travail.

LASSUDRE-DUCHÊNE. — Les pensions de la guerre.

LECLERCQ et MAZEL. — La main-d'œuvre nationale après la guerre.

Loi du 17 août 1915 (*Journal Officiel* du 19 août 1915, page 5795).

Loi du 26 novembre 1916 (*Journal Officiel* du 27 novembre 1916, page 10300).

Loi du 25 octobre 1919 (*Journal Officiel* du 27 octobre 1919, page 11973).

E. MARTIN. — Déontologie.

MASSÉ. — Rapport fait le 21 juillet 1916 à la Chambre des Députés, au nom de la Commission des Pensions.

VALLAT. — Accidents du travail des ouvriers des usines et établissements de la guerre.

SIMONIN. — La législation actuelle des accidents et infirmités survenus au cours du service militaire. Ses principes. Ses réformes.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE I ^{er} . — Historique	13
CHAPITRE II. — Situation des ouvriers mobilisés dans les usines de guerre avant l'application de la loi du 31 mars 1919	22
CHAPITRE III. — La loi du 31 mars 1919 et les mobilisés dans les usines	26
CHAPITRE IV. — Comparaison entre les dispositions de la loi de 1898 et celles de la loi du 31 mars 1919	29
CHAPITRE V. — Esprit de la législation relative aux ou- vriers mobilisés dans les usines malades ou victi- mes d'accidents de travail	41
CHAPITRE VI. — Observations	44
CONCLUSIONS. —	53
BIBLIOGRAPHIE. —	55



